

COMICE. Le comice du Giennois s'est déroulé les 4 et 5 août à Coullons. L'inauguration officielle a mis en lumière les défis auxquels l'agriculture était confrontée.

« Activer des leviers structurants »

Ce samedi 4 août, en début d'après-midi, régnait une chaleur de plomb lors de l'inauguration du comice de Coullons. Après avoir coupé le ruban, les officiels passèrent par les différents stands avant de s'arrêter au camion-podium du Crédit agricole pour les allocutions. Cédric Benoist, président de la FDSEA, figurait parmi les orateurs : nous l'avons interrogé à l'issue de son intervention. Entretien.

Loiret agricole et rural : Quel était le sens de votre présence aujourd'hui à Coullons ?

Cédric Benoist : On a eu six mois syndicaux actifs à propos des Zones défavorisées simples (ZDS). Or, Coullons symbolise le sujet, vu que nous sommes à la frontière des communes qui sont intégrées et de celles qui ne le sont pas : la Sologne de Loiret-Cher l'est alors que celle du Loiret est exclue. Par ailleurs, un comice, c'est une dynamique locale qu'il faut certainement



Cédric Benoist, président de la FDSEA : « Chasser en meute ! »

l'équilibre économique de bon nombre d'exploitations.

LAR : Sur ces différents dossiers, comment travaillez-vous avec Jeunes agriculteurs ?

C.B : La FDSEA et les JA œuvrent de concert. Certes, les JA insistent un peu plus sur le volet installation. Mais le dénominateur commun est le suivant : comment gagnons-nous notre croûte dans ces zones-là ?

LAR : Qu'avez-vous retenu des différentes interventions, notamment des parlementaires ?

C.B : On a beaucoup parlé de la loi Notre (NDLR : Nouvelle organisation territoriale de la République). Or nous sommes restés une petite région : il va falloir que nous chassions en meute. Ainsi, cette année, lorsque nous sommes allés à Paris, tout le monde est monté ensemble sans distinction de couleur politique. Par ailleurs, nos parlementaires ont découvert un peu tard certains sujets. Peut-être n'avons-nous pas suffisamment impliqué les intéressés : nous devons anticiper sur ces sujets-là.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER JOLY

Les visiteurs ont écouté les différentes interventions avec intérêt.



Sous une température caniculaire, organisateurs et représentants officiels ont coupé le ruban avant de sillonner dans les allées du comice.



un comice, c'est une dynamique locale qu'il faut certainement réinventer mais qu'il faut à tout prix conserver sur les territoires ruraux. Ceux-ci sont difficiles et ignorés par nos responsables politiques nationaux.

LAR : Outre les ZDS, il y a les zones intermédiaires : pour vous, quelle est la problématique ?

C.B : À travers les ZDS, l'enjeu est l'ICHN (NDLR : Indemnité compensatoire de handicap naturel). Avec les zones intermédiaires, on prend un peu plus de hauteur : que fait-on demain pour toutes les zones à faible potentiel ? Celles-ci ont souvent été oubliées dans la Politique agricole commune : on était soit en montagne soit en plaine, zone dite favorisée, c'est-à-dire le nord de la France. En zone intermédiaire, la moyenne des aides communautaires est inférieure à 200 euros/ha quand la moyenne française est à 280 euros/ha.

LAR : Derrière cela, il y a les problématiques autour de l'eau, du drainage, etc.

C.B : Notre volonté n'est pas de glaner des aides compensatrices mais d'activer des leviers structurants : reconquête de l'élevage, gestion de l'eau, etc. Avec le changement climatique, on aura soit des excès soit des manques d'eau. Dans les années 1960-1970, la mécanisation et les produits phytosanitaires ont permis de sortir ces zones de l'ornière. Et, aujourd'hui, la pression que nous subissons sur les facteurs de production remet en cause

nous notre place dans ces zones-là ?

■ Au fil des discours : ils ont dit...

Maxime Buizard-Blondeau, président des Jeunes agriculteurs du Loiret : La nouvelle carte des Zones défavorisées simples est malheureusement d'actualité dans le secteur. Malgré une forte mobilisation des JA et de la FDSEA, nous n'avons pas obtenu gain de cause. Le gouvernement, sans logique, a exclu une grande partie du sud du département, pourtant à faible potentiel. L'enjeu : la diversité des productions. Lorsqu'une filière s'effondre, c'est la vie d'un territoire qui s'étiolle : commerces, services, animations, lien social, etc. La mort de l'agriculture, c'est la mort des communes rurales ! (...) Suite aux États généraux de l'alimentation, on nous demande de produire une nourriture à haute qualité environnementale. Chiche ! Mais il faut imposer le même cahier des charges environnemental et sanitaire aux produits importés. Sans restriction qualitative des importations, l'agriculture française subira une importante casse sociale et économique, sans pour autant garantir aux consommateurs français une alimentation de qualité, issue d'agricultures respectueuses de l'environnement.

Michel Masson, président de la Chambre d'agriculture : Quand il y a une incertitude

budgétaire, ce n'est pas facile d'organiser un comice : je félicite les bénévoles ! Un tel événement permet aux producteurs et au grand public d'échanger dans une ambiance bon enfant. (...) On demande toujours plus aux agriculteurs en termes de normes. Or les produits importés ne respectent pas les mêmes règles : les pouvoirs publics doivent cesser leur hypocrisie ! (...) La cartographie des Zones défavorisées simples me laisse amer : ailleurs dans la région, certains ont profité de leur influence politique pour tirer la couverture à eux. Les éleveurs et les Jeunes agriculteurs seront les premiers à trinquer ! Travailler soixante heures par semaine pour ne dégager aucun revenu : cela n'attire pas les foules ! (...) Face au changement climatique, la Chambre travaille au stockage de l'eau à travers un projet de territoire sur le Montargois. L'enjeu : sécuriser le revenu des producteurs. Nous sommes au service de tous les agriculteurs. (...) Nous avons cru au plan de relance avicole et cela fonctionne : les gens qui se sont engagés dans la filière gagnent leur vie.

Jean-Michel Léger, président du comice : Ce comice n'a pas été facile à organiser. Heureusement, nous avons eu des aides de la commune, de la

chambre d'Agriculture et d'un partenaire privé. Je remercie les bénévoles et les exposants.

Hervé Pichery, maire de Coullons : Vive les filières courtes et locales !

Christian Bouleau, maire de Gien : J'ai eu très peur que ce comice n'ait pas lieu. La loi Notre (NDLR : Nouvelle organisation territoriale de la République) a fait éclater les cantons. Je propose que nous ne parlions plus de comices cantonaux mais intercommunaux : les intercommunalités sont les plus à même de défendre la ruralité.

Jean-Luc Riglet, maire de Sully-sur-Loire et conseiller départemental : Nous organisons un seul comice pour le val de Sully. (...) Le Département a toujours soutenu l'agriculture. Mais avec la loi Notre, la compétence économique est partie à la Région. C'est pourquoi le Département a signé une convention avec celle-ci. Nous sommes également partenaires de la Chambre d'agriculture pour Loiret Écoute active, l'Open Agrifood, etc.

Jean-Noël Cardoux, sénateur du Loiret : Il va falloir se réformer car les comices coûtent cher et concentrer ces événements sur certains

endroits. (...) Le Sénat est le dernier rempart pour défendre les territoires ruraux.

Claude de Ganay, député de la 3e circonscription du Loiret : Macron veut supprimer le lien entre parlementaires et monde rural. Mais je reste optimiste pour l'agriculture : la Chambre et les Jeunes agriculteurs croient encore en une agriculture française !

Paul Laville, sous-préfet de Montargis : Le pessimisme de l'intelligence doit être relayé par l'optimisme de la volonté. (...) Le jour du dépassement est le jour où l'humanité a consommé plus de ressources que la terre n'est capable d'en produire en une année. Et, au fil du temps, ce jour de dépassement avance (NDLR : 1^{er} août en 2018, 2 août en 2017 et 9 août en 2015). (...) Concernant les Zones défavorisées simples, le territoire loirétain a été défendu par le préfet (NDLR : Jean-Marc Falcone). Je connais également les problèmes des planteurs de betteraves : néonicotinoïdes, etc. (...) Nous sommes confrontés à un défi et nous allons nous adapter. Même si les choses sont difficiles, on doit les entreprendre. Nous aimons notre agriculture et on ne peut pas mentir à la nature !

COMICE. Rendez-vous de fin d'été, le comice agricole de Montargis s'est déroulé les 25 et 26 août. Les discours officiels ont été l'occasion d'évoquer les sujets qui feront l'actualité lors de la rentrée.

« Proposer une vision ambitieuse »

Ce samedi 25 août, les représentants officiels s'étaient donné rendez-vous place Victor-Hugo à Montargis pour l'inauguration du comice agricole de l'arrondissement. Les différentes personnalités ont ensuite défilé dans les rues de la ville, rendant visite aux commerçants du marché place de la République, avant de se diriger vers le kiosque du jardin du Pâtis pour les discours. Au terme de ceux-ci, Maxime Buizard-Blondeau et Cédric Benoist, respectivement président des Jeunes Agriculteurs du Loiret et président de la FDSEA, ont répondu à nos questions sous forme d'un entretien croisé.

Loiret agricole et rural : Quel est le sens de votre présence aujourd'hui à Montargis ?

Maxime Buizard-Blondeau : Lors d'un comice, il est naturel que les organisations professionnelles agricoles et en particulier les deux syndicats majoritaires, FDSEA et JA, soient présents.



Cédric Benoist, à gauche, et Maxime Buizard-Blondeau, dans le jardin du Pâtis, à l'issue des discours officiels.

titres. Notamment la gestion de l'eau. L'enjeu : protéger Paris des crues. Or cela concerne le Montargois et le Pithiverais : dans le second cas, une discussion va s'ouvrir sur l'Ocre. Nous sommes d'accord pour être une zone d'expansion de crues à condition que les indemnités correspondent aux pertes réelles. Nous demandons également la mise en œuvre d'une politique de stockage de l'eau.

directrice de cabinet du préfet) qui était particulièrement hypocrite, ceux des élus locaux étaient appréciables. Ils connaissent le milieu agricole et sont très investis dans leurs mandats. Les parlementaires ont été présents à nos côtés dans les combats sur le glyphosate et les États généraux de l'alimentation. À chaque fois qu'on les appelle, ils se montrent réactifs. C'est également le cas

» 'est une honte ! Comme avait dit Xavier Beulin, on est dans le djihadisme et la négation de la science ! Le député du Montargois a eu le courage d'assumer ses positions et il l'a encore fait aujourd'hui.

LAR : Quels seront les grands sujets syndicaux de la rentrée ?

M.B.-B : Les Zones défavorisées simples ont été évoquées par chacun des intervenants. Une carte a été définie. On attend les annonces du ministre sur les compensations pour les communes qui sortent : les candidats à l'installation seront privés de la majoration de la Dotation jeunes agriculteurs. (...) Dans le département, il y a trois projets de poses de panneaux photovoltaïques sur des terres agricoles : c'est inacceptable et nous attendons une

tains : 2018 s'annonce-t-elle meilleure que les précédents ?

C.B. : L'année 2018 condense toutes les problématiques d'une exploitation : le risque climatique puisque nous avons eu un printemps excessivement humide et un été excessivement sec. Autre problématique : la gestion du risque prix. C'est le gros souci de demain pour la gestion des exploitations. Or les organismes stockeurs ont un rôle à jouer. L'enjeu : construire des schémas pour simplifier la vie des agriculteurs. En effet, la volatilité est excessive : en une semaine, le blé a perdu vingt euros la tonne. Auparavant, il en avait gagné environ cinquante. On sent les gars un peu perdus. Au niveau des agriculteurs, le peloton s'allonge. Or c'est très difficile à gérer. Quand on a contracté un prêt de consoli-



Dans le département, on a deux groupes de comices, l'un pour l'arrondissement de Gien et l'autre pour celui de Montargis : les JA participent à l'évènement via les buvettes et les concours de labour.

Cédric Benoist : Montargis est symbolique à plusieurs

Objectif : lisser les déficits et les excès. Autre sujet travaillé par la FDSEA et les instances nationales : les zones intermédiaires.

LAR : *Qu'avez-vous pensé des différents discours ?*

M.B.-B : En dehors du discours de la représentante de l'État (NDLR : Taline Aprikian,

des élus locaux qui retravaillent leurs Plans locaux d'urbanisme. L'enjeu : préserver autant que possible le foncier agricole.

C.B : Globalement, la philosophie des discours nous convenait. Mention particulière à Jean-Pierre Door. Lui avoir décerné le « *Glypho d'or*



Les représentants officiels place Victor-Hugo, lors de l'inauguration du comice.

Au fil des discours : ils ont dit...

Benoît Digeon, maire de Montargis : J'ai une pensée émue pour Xavier Beulin. C'était un visionnaire. Son décès (NDLR : le 19 février 2017) fut un grand choc pour la France ! (...) Alliée à la recherche, l'agriculture est capable de s'adapter aux évolutions de la planète. La préservation de l'environnement et de la qualité de vie favorise l'économie.

Franck Supplisson, président de l'Agglomération montargoise : L'agriculture est au cœur de l'économie de l'Agglomération. Le bassin du Montargois est une puissance agricole.

Jean-François Thoizon, président du comice : Un comice se prépare un an à l'avance : nous mettons en place le rendez-vous 2019 à Bellegarde. (...) Les comices se suivent et les crises agricoles aussi. (...) Dans sa carrière, un agriculteur se remet en cause régulièrement : diversification, etc. (...) Faut-il se lancer dans le photovoltaïque et les énergies renouvelables ? Mais les céréales ne seront plus sur nos tables. Les agriculteurs doivent vivre décemment de leur métier.

Michel Masson, président de la Chambre d'agriculture : La Chambre d'agriculture travaille avec la Direction départementale des Territoires et l'agence de l'eau Seine-Normandie pour gérer l'eau de manière intelligente dans le cadre d'un projet de territoire. Il faut stocker l'eau quand elle est abondante et la consommer avec parcimonie en période de pénurie. Nous avons embauché des hydrogéologues pour gérer ces questions. La notion de climat tempéré de la France est à tempérer : le climat change et il faut passer aux actes ! (...) Nous avons les technologies pour produire plus et réduire notre impact sur l'environnement : nous travaillons beaucoup dans la science et peu dans la philosophie. (...) Un comice est une occasion de communiquer et de travailler ensemble.

Jean-Pierre Sueur, sénateur : Avec la révision de la carte des Zones défavorisées simples, des exploitants de certaines communes ne seront plus aidés au profit de leurs collègues d'autres communes : il faut en finir avec ces décisions bureaucratiques ! Le ministère

de l'Agriculture doit prendre en compte la réalité des situations. (...) La régulation de l'eau est nécessaire. Il faut donc la stocker : le réalisme consiste à investir.

Jean-Pierre Door, député : Les terres agricoles représentent 50 % de la superficie du Montargois. Le Plan local d'urbanisme intercommunal ambitionne de soutenir l'agriculture. (...) En matière de santé publique, nous subissons des polémiques stériles de la part d'intégristes : concernant le glyphosate, aucun scientifique n'a confirmé la réalité de la situation américaine.

Taline Aprikian, directrice de cabinet du préfet : La France est une terre agricole de premier rang. L'agriculture est confrontée à un triple défi : climatique, environnemental et économique. La profession ne reste pas inactive et l'État est là pour la soutenir dans cette période de transition. (...) Le gouvernement défend une Politique agricole forte et adaptée à la hauteur des enjeux.

J.O.

clarification de la part des élus locaux ! (...) Début 2019, les agriculteurs seront appelés à désigner leurs représentants à la Chambre d'agriculture : les JA seront présents aux côtés de la FDSEA pour proposer une vision de l'agriculture du Loiret ambitieuse, réaliste et à long terme.

C.B : Nous aurons certainement des mouvements liés à la fin de l'exonération de charges patronales pour l'emploi de travailleurs occasionnels. À quoi cela sert-il de parler des prix si on met plus de charges ? Le revenu, c'est bien la différence entre un produit et des charges. Or on a du mal à répercuter sur nos produits un niveau de charges qui ne cesse de monter ! Nous sommes sur des marchés européens et mondiaux : il est primordial d'être compétitif. (...) Selon nous, la Chambre a un rôle de centralisateur au niveau économique entre tous les organismes : il faut qu'elle ait une direction claire de développement et de retour direct au niveau des exploitations.

LAR : *Ces dernières années ont été extrêmement difficiles pour les agriculteurs loiré-*

dation sur cinq ans en 2016, on sait très bien qu'on n'en verra le bout qu'en 2021. Et, pour le moment, ce n'est pas Byzance ! Certes, on a eu une hausse des cours. Mais ce sont ceux de 1984...

M.B.-B : On a enfin une année relativement normale après deux années très compliquées mais, avec cette seule récolte, les agriculteurs du Loiret et en particulier les jeunes installés n'arriveront pas à revenir à un niveau de rémunération normal. Tout le monde doit donc resté mobilisé. En blé, on est passé de cent soixante euros la tonne à quasiment deux cents et, maintenant, cent quatre-vingts. Face à de telles fluctuations, c'est très difficile de prendre des décisions. Cela ne relève pas de la production mais de la commercialisation et presque de la spéculation. Or ce n'est pas le rôle des paysans mais de leurs groupements, notamment les coopératives. Elles sont déjà très présentes mais elles doivent l'être encore plus. L'enjeu : redonner un peu de visibilité et de sérénité.

PROPOS RECUEILLIS PAR
OLIVIER JOLY